



93bis, rue de Montreuil - 75011 PARIS
Tél : 01.44.64.64.44 Fax : 01.43.48.96.16
fdsu@fdsu.org - <http://www.fdsu.org>

Fédération Des Syndicats Unitaires

SNUI - SNUCCRF – SOLIDAIRES DOUANES– SUD TRESOR – SUI –
SUD ADMINISTRATION CENTRALE MINEFI –SUD CDC – SNABF – SUD INSEE

Déclaration liminaire de la FDSU

CNAS du 20 juin 2006

Nous sommes réunis aujourd'hui pour le traditionnel CNAS consacré au bilan de l'action sociale de l'année écoulée. Certes, Monsieur le Président, nous allons discuter du bilan d'une action sociale aux destinées de laquelle vous n'avez pas présidé, compte tenu de votre récente arrivée au sein de ce ministère. Nous ne saurions donc vous tenir responsable des carences de ce bilan. En revanche, c'est bien le bilan d'une action sociale d'un Ministre qui n'a cessé d'afficher une ambition sociale dont la concrétisation n'a pas été au rendez-vous.

L'année 2005 a été marquée par un conflit au sein de ce ministère, conflit mené par des agents mal considérés, malmenés, maltraités, mal rémunérés, qui ont réclaté leur dû et continuent à l'exiger aujourd'hui.

2005, c'est pour tous les agents la poursuite des suppressions d'emplois, les réformes de structures, les délocalisations, les transferts de missions, la polyvalence et la polycompétence, sources de stress, de déstabilisation, de souffrance au travail, et en seule récompense des efforts fournis, une notation qui laisse sur le bord du chemin 80% des agents.

Malheureusement, le bilan de l'action sociale 2005 ressemble tristement à celui de 2004, mais comment pourrait-il en être autrement avec un budget contraint et qui ne progresse pas ?

Certes, tous les grands sujets relevant de l'action sociale ont été abordés :

La restauration collective, mais où de grandes disparités subsistent, où nombre de conventions ne sont pas satisfaisantes, où l'objectif de la FDSU : « l'AGRAF partout et pour tous » est loin d'être atteint, où le palliatif que constitue le titre restaurant avec une valeur faciale figée ne répond plus aux besoins.

En terme de logement, nous le déplorons une fois encore, nous ne pouvons nous satisfaire du logement en foyer meublé des agents en affectation sur Paris, pour une durée limitée à un an. Le logement social est un souci majeur dans ce pays, et pour les agents du Minéfi en particulier. Les livraisons et réservations de logements de 2005, comme celles de 2006 et 2007, sont très éloignées des besoins, et les listes d'attente s'allongent. Par ailleurs, les prêts proposés par ALPAF sont insuffisants pour l'accession à la propriété, en égard aux envolées du marché immobilier.

Si les séjours en colonie de vacances pour les enfants donnent globalement satisfaction, le taux d'accès aux prestations du tourisme social, de l'ordre de 6%, est largement insuffisant.

Quant aux gardes d'enfants et aux crèches, le Minéfi n'est pas exemplaire sur ce dossier, les chiffres parlent d'eux-mêmes, alors que de vrais besoins existent. Les démographes déplorent la faiblesse des taux de natalité dans notre pays, qui compromettent les taux de renouvellement des générations et la pérennité des systèmes de retraite.

Nous savons tous, et vous aussi Monsieur le Président, compte tenu de votre parcours professionnel, l'influence des aides à la famille de toutes nature sur ces taux. Il est de notre responsabilité de citoyen d'agir dans ce domaine, et nous souhaitons que le ministère donne le LA en matière de garde d'enfants.

Quant au service social, dont l'année 2005 a vu la mise en place de la circulaire destinée aux assistants de service social, si l'on peut se satisfaire de la couverture totale du territoire, à la lecture du rapport 2004, et eu égard aux échos que nous avons eus sur celui de 2005, (puisqu'il ne nous a pas été communiqué), on se rend compte qu'il est de plus en plus sollicité et qu'il ne pourra bientôt plus faire face aux besoins : le mal être au travail, les difficultés financières auxquelles sont confrontés les agents compte tenu des pertes de pouvoir d'achat cumulées, nécessitent le recours à ce service qui voit son activité croître de manière exponentielle.

Il nous faut donc envisager un renforcement des effectifs, même, si nous l'avons compris, l'heure n'est pas aux créations d'emplois.

Enfin, nous ne pouvons occulter le sort réservé aux retraités, plus exactement aux pensionnés du MINEFI qui, rappelons le, restent toute leur vie des fonctionnaires avec les droits et obligations correspondants.

Pour la FDSU, nos retraités doivent pouvoir continuer à accéder au logement social, et bénéficier du service social dans son intégralité, ce que ne prévoit pas la circulaire citée plus haut.

On ne saurait considérer en effet les retraités aujourd'hui que dans le cadre du travail des agents le lundi de Pentecôte, (ou plus exactement de la suppression d'un jour RTT), ou ne les regarder favorablement, que pour occuper les résidences EPAF hors période estivale.

A la lecture de cette déclaration, Monsieur le Président, vous comprendrez que la FDSU ne peut tirer un bilan globalement positif de l'action sociale pour 2005.

Et en conclusion, je rappellerai simplement que sur le fronton de toutes les mairies, trois mots sont toujours inscrits depuis des décennies :

Liberté, Egalité, Fraternité.

Alors aujourd'hui, les agents demandent tout simplement un peu plus de liberté dans leur travail, plus d'égalité dans les traitements, les rémunérations et la notation (ce que n'apporte pas le nouveau système mis en place en 2005), et davantage de fraternité, et ça, c'est le rôle de l'action sociale.

Par rapport à ces trois mots, l'année 2005 n'est pas satisfaisante, 2006 est déjà compromise, mais on peut garder un peu d'espoir.

Et comme on veut être positif et optimiste à la FDSU, nous comptons sur Vous, et sur les messages que vous pouvez faire passer, pour qu'en 2007, ces trois mots retrouvent leur vrai sens.